

(N. 2017)

**DISEGNO DI LEGGE**

*approvato dalla Camera dei deputati nella seduta del 4 agosto 1982  
(V. Stampato n. 3418)*

presentato dal **Ministro degli Affari Esteri**  
(COLOMBO)

di concerto col **Ministro di Grazia e Giustizia**  
(DARIDA)

col **Ministro dell'Agricoltura e delle Foreste**  
(BARTOLOMEI)

col **Ministro della Marina Mercantile**  
(MANNINO)

e col **Ministro per i Beni Culturali e Ambientali**  
(SCOTTI)

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza  
il 6 agosto 1982*

**Ratifica ed esecuzione della Convenzione sulla conservazione  
delle specie migratorie appartenenti alla fauna selvatica, con  
allegati, adottata a Bonn il 23 giugno 1979**

**DISEGNO DI LEGGE**

---

## Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione sulla conservazione delle specie migratorie appartenenti alla fauna selvatica, con allegati, adottata a Bonn il 23 giugno 1979.

## Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo XVIII della Convenzione stessa.

**CONVENTION**  
**sur la conservation des espèces migratrices appartenant**  
**à la faune sauvage**



## LES PARTIES CONTRACTANTES,

Reconnaissant que la faune sauvage, dans ses formes innombrables, constitue un élément irremplaçable des systèmes naturels de la terre, qui doit être conservé pour le bien de l'humanité;

Conscientes de ce que chaque génération humaine détient les ressources de la terre pour les générations futures et a la mission de faire en sorte que ce legs soit préservé et que, lorsqu'il en est fait usage, cet usage soit fait avec prudence;

Conscientes de la valeur toujours plus grande que prend la faune sauvage du point de vue mésologique, écologique, génétique, scientifique, récréatif, culturel, éducatif, social et économique;

Soucieuses, en particulier, des espèces animales sauvages qui effectuent des migrations qui leur font franchir des limites de juridiction nationale ou dont les migrations se déroulent à l'extérieur de ces limites;

Reconnaissant que les Etats sont et se doivent d'être les protecteurs des espèces migratrices sauvages qui vivent à l'intérieur des limites de leur juridiction nationale ou qui franchissent ces limites;

Convaincues qu'une conservation et une gestion efficaces des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage requièrent une action concertée de tous les Etats à l'intérieur des limites de juridiction nationale desquels ces espèces séjournent à un moment quelconque de leur cycle biologique;

Rappelant la Recommandation 32 du Plan d'Action adopté par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement (Stockholm, 1972), dont la vingtseptième session de l'Assemblée générale des Nations Unies a pris note avec satisfaction,

Sont convenues de ce qui suit:

## ARTICLE PREMIER.

(Interprétation).

## 1. Aux fins de la présente Convention:

a) « Espèce migratrice » signifie l'ensemble de la population ou toute partie séparée géographiquement de la population de toute

espèce ou de tout taxon inférieur d'animaux sauvages, dont une fraction importante franchit cycliquement et de façon prévisible une ou plusieurs des limites de juridiction nationale;

b) « Etat de conservation d'une espèce migratrice » signifie l'ensemble des influences qui, agissant sur cette espèce migratrice, peuvent affecter à long terme sa répartition et l'importance de sa population;

c) « L'état de conservation » sera considéré comme « favorable » lorsque:

1) les données relatives à la dynamique des populations de l'espèce migratrice en question indiquent que cette espèce continue et continuera à long terme à constituer un élément viable des écosystèmes auxquels elle appartient;

2) l'étendue de l'aire de répartition de cette espèce migratrice ne diminue ni ne risque de diminuer à long terme;

3) il existe, et il continuera d'exister dans un avenir prévisible, un habitat suffisant pour que la population de cette espèce migratrice se maintienne à long terme;

4) la répartition et les effectifs de la population de cette espèce migratrice sont proches de leur étendue et de leur niveau historiques dans la mesure où il existe des écosystèmes susceptibles de convenir à ladite espèce et dans la mesure où cela est compatible avec une gestion sage de la faune sauvage et de son habitat;

d) « L'état de conservation » sera considéré comme « défavorable » lorsqu'une quelconque des conditions énoncées au sous-paragraphe c) ci-dessus n'est pas remplie;

e) « Menacée » signifie, pour une espèce migratrice donnée, que celle-ci est en danger d'extinction sur l'ensemble ou sur une partie importante de son aire de répartition;

f) « Aire de répartition » signifie l'ensemble des surfaces terrestres ou aquatiques qu'une espèce migratrice habite, fréquente temporairement, traverse ou survole à un moment quelconque le long de son itinéraire habituel de migration;

g) « Habitat » signifie toute zone à l'intérieur de l'aire de répartition d'une espèce migratrice qui offre les conditions de vie nécessaires à l'espèce en question;

h) « Etat de l'aire de répartition » signifie, pour une espèce migratrice donnée, tout Etat et, le cas échéant, toute autre Partie visée au sous-paragraphe k) ci-dessous qui exerce sa juridiction sur une partie quelconque de l'aire de répartition de cette espèce migratrice, ou encore, un Etat dont les navires battant son pavillon procèdent à des prélèvements sur cette espèce en dehors des limites de juridiction nationale;

i) « Effectuer un prélèvement » signifie prélever, chasser, pêcher, capturer, harceler, tuer délibérément ou tenter d'entreprendre l'une quelconque des actions précitées;

j) « ACCORD » signifie un accord international portant sur la conservation d'une ou de plusieurs espèces migratrices au sens des Articles IV et V de la présente Convention;

k) « Partie » signifie un Etat ou toute organisation d'intégration économique régionale constituée par des Etats souverains et ayant compétence pour négocier, conclure et appliquer des accords internationaux dans les matières couvertes par la présente Convention, à l'égard desquels la présente Convention est en vigueur.

2. S'agissant de questions qui relèvent de leur compétence, les organisations d'intégration économique régionale, Parties à la présente Convention, en leur nom propre, exercent les droits et s'acquittent des responsabilités que la présente Convention confère à leurs Etats membres. En pareil cas, ces Etats membres ne sont pas habilités à exercer ces droits séparément.

3. Lorsque la présente Convention prévoit qu'une décision est prise à la majorité des deux tiers ou à l'unanimité des « Parties présentes et votantes », cela signifie « les Parties présentes et qui se sont exprimées par un vote affirmatif ou négatif ». Pour déterminer la majorité, il n'est pas tenu compte des abstentions dans le décompte des suffrages exprimés par les « Parties présentes et votantes ».

## ARTICLE II.

### *(Principes fondamentaux).*

1. Les Parties reconnaissent l'importance qui s'attache à la conservation des espèces migratrices et à ce que les Etats de l'aire de répartition conviennent, chaque fois que possible et approprié, de l'action à entreprendre à cette fin; elles accordent une attention particulière aux espèces migratrices dont l'état de conservation est défavorable et prennent individuellement ou en coopération les mesures nécessaires pour conserver les espèces et leur habitat.

2. Les Parties reconnaissent le besoin de prendre des mesures en vue d'éviter qu'une espèce migratrice ne devienne une espèce menacée.

3. En particulier, les Parties:

a) devraient promouvoir des travaux de recherche relatifs aux espèces migratrices, coopérer à ces travaux ou les faire bénéficier de leur soutien;

b) s'efforcent d'accorder une protection immédiate aux espèces migratrices figurant à l'Annexe I;

c) s'efforcent de conclure des ACCORDS portant sur la conservation et la gestion des espèces migratrices figurant à l'Annexe II.

## ARTICLE III.

*(Espèces migratrices menacées: Annexe I).*

1. L'Annexe I énumère des espèces migratrices menacées.
2. Une espèce migratrice peut figurer à l'Annexe I à condition qu'il soit établi sur la base de données probantes dans les meilleures données scientifiques disponibles, que cette espèce est menacée.
3. Une espèce migratrice peut être supprimée de l'Annexe I lorsque la Conférence des Parties constate:
  - a) que des données probantes, dans les meilleures données scientifiques disponibles, indiquent que ladite espèce n'est plus menacée;
  - b) que ladite espèce ne risque pas d'être à nouveau menacée en conséquence de sa suppression de l'Annexe I et du défaut de protection qui en résulterait.
4. Les Parties qui sont des Etats de l'aire de répartition d'une espèce migratrice figurant à l'Annexe I s'efforcent:
  - a) de conserver et, lorsque cela est possible et approprié, de restaurer ceux des habitats de ladite espèce qui sont importants pour écarter de cette espèce le danger d'extinction qui la menace;
  - b) de prévenir, d'éliminer, de compenser ou de minimiser, lorsque cela est approprié, les effets négatifs des activités ou des obstacles qui constituent une gêne sérieuse à la migration de ladite espèce ou qui rendent cette migration impossible;
  - c) lorsque cela est possible et approprié, de prévenir, de réduire ou de contrôler les facteurs qui menacent ou risquent de menacer davantage ladite espèce, notamment en contrôlant strictement l'introduction d'espèces exotiques ou en surveillant, limitant ou éliminant celles qui ont déjà été introduites.
5. Les Parties qui sont des Etats de l'aire de répartition d'une espèce migratrice figurant à l'Annexe I interdisent le prélèvement d'animaux appartenant à cette espèce. Des dérogations à cette interdiction ne peuvent être accordées que lorsque:
  - a) le prélèvement est effectué à des fins scientifiques;
  - b) le prélèvement est effectué en vue d'améliorer la propagation ou la survie de l'espèce en question;
  - c) le prélèvement est effectué afin de satisfaire aux besoins de ceux qui utilisent ladite espèce dans le cadre d'une économie traditionnelle de subsistance;
  - d) des circonstances exceptionnelles les rendent indispensables;ces dérogations doivent être précises quant à leur contenu et limitées dans l'espace et dans le temps. Par ailleurs, ces prélèvements ne devraient pas agir au détriment de ladite espèce.



6. La Conférence des Parties peut recommander aux Parties qui sont des Etats de l'aire de répartition d'une espèce migratrice figurant à l'Annexe I de prendre toute autre mesure jugée propre à favoriser ladite espèce.

7. Les Parties informent aussitôt que possible le Secrétariat de toute dérogation accordée aux termes du paragraphe 5 de cet Article.

#### ARTICLE IV.

*(Espèces migratrices devant faire l'objet d'ACCORDS: Annexe II).*

1. L'Annexe II énumère des espèces migratrices dont l'état de conservation est défavorable et qui nécessitent la conclusion d'accords internationaux pour leur conservation et leur gestion, ainsi que celles dont l'état de conservation bénéficierait d'une manière significative de la coopération internationale qui résulterait d'un accord international.

2. Lorsque les circonstances le justifient, une espèce migratrice peut figurer à la fois à l'Annexe I et à l'Annexe II.

3. Les Parties qui sont des Etats de l'aire de répartition des espèces migratrices figurant à l'Annexe II s'efforcent de conclure des ACCORDS lorsque ceux-ci sont susceptibles de bénéficier à ces espèces; elles devraient donner priorité aux espèces dont l'état de conservation est défavorable.

4. Les Parties sont invitées à prendre des mesures en vue de conclure des ACCORDS portant sur toute population ou toute partie séparée géographiquement de la population de toute espèce ou de tout taxon inférieur d'animaux sauvages dont une fraction franchit périodiquement une ou plusieurs des limites de juridiction nationale.

5. Une copie de chaque ACCORD conclu conformément aux dispositions du présent Article sera transmise au Secrétariat.

#### ARTICLE V.

*(Lignes directrices relatives à la conclusion d'ACCORDS).*

1. L'objet de chaque ACCORD sera d'assurer le rétablissement ou le maintien de l'espèce migratrice concernée dans un état de conservation favorable. Chaque ACCORD devrait traiter de ceux des aspects de la conservation et de la gestion de ladite espèce migratrice qui permettent d'atteindre cet objectif.

2. Chaque ACCORD devrait couvrir l'ensemble de l'aire de répartition de l'espèce migratrice concernée et devrait être ouvert à

l'adhésion de tous les Etats de l'aire de répartition de ladite espèce qu'ils soient Parties à la présente Convention ou non.

3. Un ACCORD devrait, chaque fois que cela est possible, porter sur plus d'une espèce migratrice.

4. Chaque ACCORD devrait:

- a) identifier l'espèce migratrice qui en fait l'objet;
- b) décrire l'aire de répartition et l'itinéraire de migration de ladite espèce migratrice;
- c) prévoir que chaque Partie désignera l'autorité nationale qui sera chargée de la mise en œuvre de l'ACCORD;
- d) établir, si nécessaire, les mécanismes institutionnels appropriés pour aider à la mise en œuvre de l'ACCORD, en surveiller l'efficacité, et préparer des rapports pour la Conférence des Parties;
- e) prévoir des procédures pour le règlement des différends susceptibles de survenir entre les Parties audit ACCORD;
- f) interdire, au minimum, à l'égard de toute espèce migratrice appartenant à l'ordre des cetacea, tout prélèvement qui ne serait pas autorisé à l'égard de ladite espèce migratrice aux termes de tout autre accord multilatéral et prévoir que les Etats qui ne sont pas Etats de l'aire de répartition de ladite espèce migratrice pourront adhérer audit ACCORD.

5. Tout ACCORD, lorsque cela s'avère approprié et possible, devrait aussi et notamment prévoir:

- a) des examens périodiques de l'état de conservation de l'espèce migratrice concernée ainsi que l'identification des facteurs susceptibles de nuire à cet état de conservation;
- b) des plans de conservation et de gestion coordonnés;
- c) des travaux de recherche sur l'écologie et la dynamique des populations de l'espèce migratrice en question, en accordant une attention particulière aux migrations de cette espèce;
- d) l'échange d'informations sur l'espèce migratrice concernée, et en particulier d'informations relatives aux résultats de la recherche scientifique ainsi qu'à l'échange de statistiques pertinentes relatives à cette espèce;
- e) la conservation et, lorsque cela est nécessaire et possible, la restauration des habitats qui sont importants pour le maintien d'un état de conservation favorable et la protection desdits habitats contre les divers facteurs qui pourraient leur porter atteinte, y compris le contrôle strict de l'introduction d'espèces exotiques nuisibles à l'espèce migratrice concernée et le contrôle de celles qui auront déjà été introduites;

f) le maintien d'un réseau d'habitats appropriés à l'espèce migratrice concernée et répartis d'une manière adéquate au long des itinéraires de migration;

g) lorsque cela paraît souhaitable, la mise à la disposition de l'espèce migratrice concernée de nouveaux habitats qui lui soient favorables ou encore la réintroduction de cette espèce dans de tels habitats;

h) dans toute la mesure du possible, l'élimination des activités et des obstacles gênant ou empêchant la migration ou, à défaut, la prise de mesures compensant l'effet de ces activités et de ces obstacles;

i) la prévention, la réduction ou le contrôle des déversements dans l'habitat de l'espèce migratrice concernée de substances nuisibles à cette espèce migratrice;

j) des mesures s'appuyant sur des principes écologiques bien fondés visant à exercer un contrôle et une gestion des prélèvements effectués sur l'espèce migratrice concernée;

k) la mise en place de procédures pour coordonner les actions en vue de la répression des prélèvements illicites;

l) l'échange d'informations sur des menaces sérieuses pesant sur l'espèce migratrice en question;

m) des procédures d'urgence permettant de renforcer considérablement et rapidement les mesures de conservation au cas où l'état de conservation de l'espèce migratrice concernée viendrait à être sérieusement affecté;

n) des mesures visant à faire connaître au public le contenu et les objectifs de l'ACCORD.

#### ARTICLE VI.

##### *(Etats de l'aire de répartition).*

1. Le Secrétariat, utilisant les informations qu'il reçoit des Parties, tient à jour une liste des Etats de l'aire de répartition des espèces migratrices figurant aux Annexes I et II.

2. Les Parties tiennent le Secrétariat informé des espèces migratrices figurant aux Annexes I et II à l'égard desquelles elles se considèrent Etats de l'aire de répartition; à ces fins, elles fournissent, entre autres, des informations sur les navires battant leur pavillon qui, en dehors des limites de juridiction nationale, se livrent à des prélèvements sur les espèces migratrices concernées et, dans la mesure du possible, sur leurs projets relatifs à ces prélèvements.

3. Les Parties qui sont Etats de l'aire de répartition d'espèces migratrices figurant à l'Annexe I ou à l'Annexe II devraient informer la Conférence des Parties, par l'intermédiaire du Secrétariat et six

mois au moins avant chaque session ordinaire de la Conférence, des mesures qu'elles prennent pour appliquer les dispositions de la présente Convention à l'égard desdites espèces.

#### ARTICLE VII.

##### *(La Conférence des Parties).*

1. La Conférence des Parties constitue l'organe de décision de la présente Convention.

2. Le Secrétariat convoque une session de la Conférence des Parties deux ans au plus tard après l'entrée en vigueur de la présente Convention.

3. Par la suite, le Secrétariat convoque à trois ans d'intervalle au plus, une session ordinaire de la Conférence des Parties, à moins que la Conférence n'en décide autrement, et à tout moment, des sessions extraordinaires de la Conférence lorsqu'un tiers au moins des Parties en fait la demande écrite.

4. La Conférence des Parties établit le règlement financier de la présente Convention, et le soumet à un examen régulier. La Conférence des Parties, à chacune de ses sessions ordinaires, adopte le budget pour l'exercice suivant. Chacune des Parties contribue à ce budget selon un barème qui sera convenu par la Conférence. Le règlement financier, y compris les dispositions relatives au budget et au barème des contributions, ainsi que ses modifications, sont adoptés à l'unanimité des Parties présentes et votantes.

5. A chacune de ses sessions, la Conférence des Parties procède à un examen de l'application de la présente Convention et peut, en particulier:

a) passer en revue et évaluer l'état de conservation des espèces migratrices;

b) passer en revue les progrès accomplis en matière de conservation des espèces migratrices et, en particulier, de celles qui sont inscrites aux Annexes I et II;

c) prendre toute disposition et fournir toutes directives nécessaires au Conseil scientifique et au Secrétariat pour s'acquitter de leurs fonctions;

d) recevoir et examiner tout rapport présenté par le Conseil scientifique, le Secrétariat, toute Partie ou tout organe constitué aux termes d'un ACCORD;

e) faire des recommandations aux Parties en vue d'améliorer l'état de conservations des espèces migratrices, et procéder à un examen des progrès accomplis en application des ACCORDS;

f) dans les cas où un ACCORD n'aura pas été conclu, recommander de temps à autre la convocation de réunions des Parties qui sont des Etats de l'aire de répartition d'une espèce migratrice ou d'un groupe d'espèces migratrices pour discuter de mesures destinées à améliorer l'état de conservation de ces espèces;

g) faire des recommandations aux Parties en vue d'améliorer l'efficacité de la présente Convention;

h) décider de toute mesure supplémentaire nécessaire à la réalisation des objectifs de la présente Convention.

6. La Conférence des Parties, à chacune de ses sessions, devrait fixer la date et le lieu de sa prochaine session.

7. Toute session de la Conférence des Parties établit et adopte un règlement intérieur pour cette même session. Les décisions de la Conférence des Parties sont prises à la majorité des deux tiers des Parties présentes et votantes à moins qu'il n'en soit disposé autrement par la présente Convention.

8. L'Organisation des Nations Unies, ses institutions spécialisées, l'Agence internationale de l'énergie atomique ainsi que tout Etat non partie à la présente Convention et, pour chaque ACCORD, l'organe désigné par les Parties audit ACCORD, peuvent être représentés aux sessions de la Conférence des Parties par des observateurs.

9. Toute organisation ou toute institution techniquement qualifiée dans le domaine de la protection, de la conservation ou de la gestion des espèces migratrices et appartenant aux catégories mentionnées ci-dessous, qui a informé le Secrétariat de son désir de se faire représenter aux sessions de la Conférence des Parties par des observateurs, est admise à le faire à moins qu'un tiers au moins des Parties présentes ne s'y oppose:

a) les organisations ou institutions internationales gouvernementales ou non gouvernementales, les organisations ou institutions nationales gouvernementales;

b) les organisations ou institutions nationales non gouvernementales qui ont été agréées à cette fin par l'Etat dans lequel elles sont établies.

Une fois admis, ces observateurs ont le droit de participer à la session sans droit de vote.

#### ARTICLE VIII.

(Le Conseil scientifique).

1. La Conférence des Parties, lors de sa première session, institue un Conseil scientifique chargé de fournir des avis sur des questions scientifiques.

2. Toute Partie peut nommer un expert qualifié comme membre du Conseil scientifique. Le Conseil scientifique comprend, en outre, des experts qualifiés, choisis et nommés en tant que membres par la Conférence des Parties; le nombre de ces experts, les critères applicables à leur choix, et la durée de leur mandat sont déterminés par la Conférence des Parties.

3. Le Conseil scientifique se réunit à l'invitation du Secrétariat chaque fois que la Conférence des Parties le demande.

4. Sous réserve de l'approbation de la Conférence des Parties, le Conseil scientifique établit son propre règlement intérieur.

5. La Conférence des Parties décide des fonctions du Conseil scientifique, qui peuvent être notamment:

a) donner des avis scientifiques à la Conférence des Parties, au Secrétariat, et, sur approbation de la Conférence des Parties, à tout organe établi aux termes de la présente Convention ou aux termes d'un ACCORD, ou encore à toute Partie;

b) recommander des travaux de recherche ainsi que la coordination de travaux de recherche sur les espèces migratrices; évaluer les résultats desdits travaux de recherche afin de s'assurer de l'état de conservation des espèces migratrices et faire rapport à la Conférence des Parties sur cet état de conservation ainsi que sur les mesures qui permettront de l'améliorer;

c) faire des recommandations à la Conférence des Parties sur les espèces migratrices à inscrire aux Annexes I et II et informer la Conférence de l'aire de répartition de ces espèces;

d) faire des recommandations à la Conférence des Parties portant sur des mesures particulières de conservation et de gestion à inclure dans des ACCORDS relatifs aux espèces migratrices;

e) recommander à la Conférence des Parties les mesures susceptibles de résoudre les problèmes liés aux aspects scientifiques de la mise en application de la présente Convention, et notamment ceux qui concernent les habitats des espèces migratrices.

#### ARTICLE IX.

##### *(Le Secrétariat).*

1. Pour les besoins de la présente Convention, il est établi un Secrétariat.

2. Dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement fournit le Secrétariat. Dans la mesure et de la manière où il le jugera opportun, il pourra bénéficier du concours d'organisations et d'institutions internationales ou nationales appropriées, gouverne-

mentales ou non gouvernementales, techniquement compétentes dans le domaine de la protection, de la conservation et de la gestion de la faune sauvage.

3. Dans le cas où le Programme des Nations Unies pour l'environnement ne se trouverait plus à même de pourvoir au Secrétariat, la Conférence des Parties prendra les dispositions nécessaires pour y pourvoir autrement.

4. Les fonctions du Secrétariat sont les suivantes:

a) i) prendre les dispositions nécessaires à la tenue des sessions de la Conférence des Parties et fournir les services nécessaires à la tenue de ces sessions;

ii) prendre les dispositions nécessaires à la tenue des sessions du Conseil scientifique et fournir les services nécessaires à la tenue de ces sessions;

b) maintenir des relations avec les Parties, les organismes qui auront été institués aux termes d'ACCORDS et les autres organisations internationales s'intéressant aux espèces migratrices, et favoriser les relations entre les Parties, entre celles-ci et les organismes et organisations eux-mêmes;

c) obtenir de toute source appropriée des rapports et autres informations qui favoriseront les objectifs et l'application de la présente Convention et prendre les dispositions nécessaires pour en assurer la diffusion adéquate;

d) attirer l'attention de la Conférence des Parties sur toute question portant sur les objectifs de la présente Convention;

e) préparer, à l'intention de la Conférence des Parties, des rapports sur toute question portant sur les objectifs de la présente Convention;

f) tenir et publier la liste des Etats de l'aire de répartition de toutes les espèces migratrices inscrites aux Annexes I et II;

g) promouvoir la conclusion d'ACCORDS sous la conduite de la Conférence des Parties;

h) tenir et mettre à la disposition des Parties une liste des ACCORDS et, si la Conférence des Parties le demande, fournir toute information concernant ces ACCORDS;

i) tenir et publier une liste des recommandations faites par la Conférence des Parties en application des sous-paragraphes e), f) et g) du paragraphe 5 de l'Article VII ainsi que des décisions prises en application du sous-paragraphe h) du même paragraphe;

j) fournir au public des informations relatives à la présente Convention et à ses objectifs;

k) remplir toutes autres fonctions qui lui sont attribuées aux termes de la présente Convention ou par la Conférence des Parties.

## ARTICLE X.

(Amendements à la Convention).

1. La présente Convention peut être amendée à toute session, ordinaire ou extraordinaire, de la Conférence des Parties.

2. Toute Partie peut présenter une proposition d'amendement.

3. Le texte de toute proposition d'amendement accompagné de son exposé des motifs est communiqué au Secrétariat cent cinquante jours au moins avant la session à laquelle il est examiné et fait l'objet, dans les délais les plus brefs, d'une communication du Secrétariat à toutes les Parties. Toute observation portant sur le texte de la proposition d'amendement émanant des Parties est communiquée au Secrétariat soixante jours au moins avant l'ouverture de la session. Le Secrétariat, immédiatement après l'expiration de ce délai, communique aux Parties toutes les observations reçues à ce jour.

4. Les amendements sont adoptés à la majorité des deux tiers des Parties présentes et votantes.

5. Tout amendement adopté entrera en vigueur pour toutes les Parties qui l'ont approuvé le premier jour du troisième mois suivant la date à laquelle deux tiers des Parties auront déposé auprès du Dépositaire un instrument d'approbation. Pour toute Partie qui aura déposé un instrument d'approbation après la date à laquelle deux tiers des Parties auront déposé un instrument d'approbation, l'amendement entrera en vigueur à l'égard de ladite Partie le premier jour du troisième mois après le dépôt de son instrument d'approbation.

## ARTICLE XI.

(Amendements aux Annexes).

1. Les Annexes I et II peuvent être amendées à toute session, ordinaire ou extraordinaire, de la Conférence des Parties.

2. Toute Partie peut présenter une proposition d'amendement.

3. Le texte de toute proposition d'amendement accompagné de son exposé des motifs, fondé sur les meilleures données scientifiques disponibles, est communiqué au Secrétariat cent cinquante jours au moins avant la session et fait l'objet, dans les plus brefs délais, d'une communication du Secrétariat à toutes les Parties. Toute observation portant sur le texte de la proposition d'amendement émanant des Parties est communiquée au Secrétariat soixante jours au moins avant l'ouverture de la session. Le Secrétariat, immédiatement après l'expiration de ce délai, communique aux Parties toutes les observations reçues à ce jour.



4. Les amendements sont adoptés à la majorité des deux tiers des Parties présentes et votantes.

5. Un amendement aux Annexes entrera en vigueur à l'égard de toutes les Parties, à l'exception de celles qui auront fait une réserve conformément au paragraphe 6 ci-dessous, quatre-vingt-dix jours après la session de la Conférence des Parties à laquelle il aura été adopté.

6. Au cours du délai de quatre-vingt-dix jours prévu au paragraphe 5 ci-dessus, toute Partie peut, par notification écrite au Dépositaire, faire une réserve audit amendement. Une réserve à un amendement peut être retirée par notification écrite au Dépositaire; l'amendement entrera alors en vigueur pour ladite Partie quatre-vingt-dix jours après le retrait de ladite réserve.

#### ARTICLE XII.

*(Incidences de la Convention sur les conventions internationales et les législations).*

1. Aucune disposition de la présente Convention ne peut porter atteinte à la codification et à l'élaboration du droit de la mer par la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer convoquée en application de la Résolution 2750 C (XXV) de l'Assemblée générale des Nations Unies, non plus que des revendications et positions juridiques, présentes ou futures, de tout Etat, relatives au droit de la mer ainsi qu'à la nature et à l'étendue de sa compétence riveraine et de la compétence qu'il exerce sur les navires battant son pavillon.

2. Les dispositions de la présente Convention n'affectent nullement les droits et obligations des Parties découlant de tout traité, convention ou accord existants.

3. Les dispositions de la présente Convention n'affectent pas le droit des Parties d'adopter des mesures internes plus strictes à l'égard de la conservation d'espèces migratrices figurant aux Annexes I et II, ainsi que des mesures internes à l'égard de la conservation d'espèces ne figurant pas aux Annexes I et II.

#### ARTICLE XIII.

*(Règlement des différends).*

1. Tout différend survenant entre deux ou plusieurs Parties à la présente Convention relativement à l'interprétation ou l'application des dispositions de la présente Convention fera l'objet de négociations entre les Parties concernées.

2. Si ce différend ne peut être réglé de la façon prévue au paragraphe 1 ci-dessus, les Parties peuvent, d'un commun accord, soumettre le différend à l'arbitrage, notamment à celui de la Cour permanente d'Arbitrage de La Haye, et les Parties ayant soumis le différend seront liées par la décision arbitrale.

#### ARTICLE XIV.

*(Réserves).*

1. Les dispositions de la présente Convention ne peuvent faire l'objet de réserves générales. Des réserves spéciales ne peuvent être faites qu'en application des dispositions du présent Article et de celles de l'Article XI.

2. Tout Etat ou toute organisation d'intégration économique régionale peut, en déposant son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, faire une réserve spéciale à l'égard de la mention soit dans l'Annexe I, soit dans l'Annexe II, soit encore dans les Annexes I et II, de toute espèce migratrice. Il ne sera pas considéré comme Partie à l'égard de l'objet de ladite mention jusqu'à l'expiration d'un délai de quatre-vingt-dix jours à partir de la date à laquelle le Dépositaire aura notifié aux Parties le retrait de cette réserve.

#### ARTICLE XV.

*(Signature).*

La présente Convention est ouverte à Bonn à la signature de tous les Etats ou de toute organisation d'intégration économique régionale jusqu'au vingt-deux juin 1980.

#### ARTICLE XVI.

*(Ratification, acceptation, approbation).*

La présente Convention est soumise à ratification, acceptation ou approbation.

Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne qui en sera le Dépositaire.

#### ARTICLE XVII.

*(Adhésion).*

La présente Convention sera ouverte à l'adhésion de tous les Etats ou organisations d'intégration économique régionale non signataires à compter du vingt-deux juin 1980. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Dépositaire.

## ARTICLE XVIII.

(Entrée en vigueur).

1. La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du troisième mois suivant la date du dépôt du quinzième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion auprès du Dépositaire.

2. Pour tout Etat ou toute organisation d'intégration économique régionale qui ratifiera, acceptera ou approuvera la présente Convention ou qui y adhérera après le dépôt du quinzième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, la présente Convention entrera en vigueur le premier jour du troisième mois suivant le dépôt par ledit Etat ou par ladite organisation de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

## ARTICLE XIX.

(Dénonciation).

Toute Partie peut dénoncer, à tout moment, la présente Convention par notification écrite adressée au Dépositaire. Cette dénonciation prendra effet douze mois après la réception de ladite notification par le Dépositaire.

## ARTICLE XX.

(Dépositaire).

1. Le texte original de la présente Convention en langues allemande, anglaise, espagnole, française et russe, chacune de ces versions étant également authentique, sera déposé auprès du Dépositaire qui en transmettra des copies certifiées conformes à tous les Etats et à toutes les organisations d'intégration économique régionale qui l'auront signée ou qui auront déposé un instrument d'adhésion.

2. Le Dépositaire, après s'être consulté avec les Gouvernements intéressés, préparera des versions officielles du texte de la présente Convention en langues arabe et chinoise.

3. Le Dépositaire informera tous les Etats et toutes les organisations d'intégration économique régionale signataires de la présente Convention, tous ceux qui y ont adhéré, ainsi que le Secrétariat, de toute signature, de tout dépôt d'instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation, ou d'adhésion, de l'entrée en vigueur de la présente Convention, de tout amendement qui y aura été apporté, de toute réserve spéciale et de toute notification de dénonciation.

4. Dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, une copie certifiée conforme en sera transmise par le Dépositaire au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies aux fins d'enregistrement et de publication conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

FAIT à Bonn, le 23 juin 1979.

Au nom

*De l'Allemagne, République Fédéral d'*

Peter Hermes

Hans-Jurgen Rohr

*De la Côte d'Ivoire*

Théodor dé Mel

*Du Danemark*

Veit Koester

*De l'Egypte*

Omar Sirry

*De l'Empire Centrafricain*

André Kolingba

*De l'Espagne*

J. A. San Gil

*De la France*

Jean Serrat

*De la Grèce*

Costantin Viavis

*De l'Inde*

Shri N. D. Jayal

*De l'Italie*

Orlandi-Contucci

*Du Luxembourg*

Georges Heisbourg

*De Madagascar*

Salomon Bahatoka

*Du Maroc*

Abdelhakim Iraqui

*Du Niger*

Souley Habi

*De la Norvège*

Magnar Norderhang

*Du Paraguay*

Roque J. Yodice Cudas

*Du Portugal*

Lopes da Costa

*Du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord*

John Goldsmith

*De la Somalie*

Yusuf Mohamed Ahmed

*De Sri Lanka*

W. L. E. de Alwis

*De la Suède*

Leif H. Sjostrom

*Du Tchad*

Baba Diguera

*Du Togo*

Baguilma Ywassa

## ANNEXE I.

## INTERPRÉTATION

1. Les espèces migratrices figurant à la présente Annexe sont indiquées:

a) par le nom de l'espèce ou de la sous-espèce; ou

b) par l'ensemble des espèces migratrices appartenant à un taxon supérieur ou à une partie désignée dudit taxon.

2. Les autres références à des taxons supérieurs à l'espèce sont données uniquement à titre d'information ou à des fins de classification.

3. L'abréviation « (s.l.) » sert à indiquer que le nom scientifique est utilisé dans son sens large.

4. Le signe (—) suivi d'un nombre placé après le nom d'un taxon indique l'exclusion dudit taxon des populations géographiquement isolées, comme suit:

— 101 Populations péruviennes.

5. Le signe (+) suivi d'un nombre placé après le nom d'une espèce signifie que seules des populations géographiquement isolées de ladite espèce sont inscrites à la présente Annexe, comme suit:

+ 201 Populations d'Afrique du nord-ouest;

+ 202 Populations africaines;

+ 203 Populations du cours supérieur de l'Amazone.

6. Un astérisque (\*) placé après le nom d'une espèce indique que ladite espèce ou une population géographiquement isolée de ladite espèce ou un taxon supérieur comprenant ladite espèce est inscrit à l'Annexe II.

## MAMMALIA

## Chiroptera

Molossidae

*Tadarida brasiliensis*

## Primates

Pongidae

*Gorilla gorilla beringei*

## Cetacea

Balaenopteridae	<i>Balaenoptera musculus</i> <i>Megaptera novaeangliae</i>
Balaenidae	<i>Balaena mysticetus</i> <i>Eubalaena glacialis</i> (s.l.)

## Pinnipedia

Phocidae	<i>Monachus monachus</i> *
----------	----------------------------

## Perissodactyla

Equidae	<i>Equus grevyi</i>
---------	---------------------

## Artiodactyla

Camelidae	<i>Lama vicugna</i> * - 101
Cervidae	<i>Cervus elaphus barbarus</i>
Bovidae	<i>Bos sauveli</i> <i>Addax nasomaculatus</i> <i>Gazella cuvieri</i> <i>Gazella dama</i> <i>Gazella dorcas</i> + 201

## AVES

## Procellariiformes

Diomedidae	<i>Diomedea albatrus</i>
Procellariidae	<i>Pterodroma cahow</i> <i>Pterodroma phaeopygia</i>

## Ciconiiformes

Ardeidae	<i>Egretta eulophotes</i>
Ciconiidae	<i>Ciconia boyciana</i>
Threskiornithidae	<i>Geronticus eremita</i>

## Anseriformes

Anatidae	<i>Chloephaga rubidiceps</i> *
----------	--------------------------------

## Falconiformes

Accipitridae *Haliaeetus pelagicus* \*

## Gruiformes

Gruidae *Grus japonensis* \*

*Grus leucogeranus* \*

*Grus nigricollis* \*

Otididae *Chlamydotis undulata* \* + 201

## Charadriiformes

Scolopacidae *Numenius borealis* \*

*Numenius tenuirostris* \*

Laridae *Larus audouinii*

*Larus relictus*

*Larus saundersi*

Alcidae *Synthliboramphus wumizusume*

## Passeriformes

Parulidae *Dendroica kirtlandii*

Fringillidae *Serinus syriacus*

## REPTILIA

## Testudines

Cheloniidae *Lepidochelys kempii* \*

Dermochelidae *Dermochelys coriacea* \*

Pelomedusidae *Podocnemis expansa* \* + 203

## Crocodylia

Gavialidae *Gavialis gangeticus*

## PISCES

## Siluriformes

Schilbeidae *Pangasianodon gigas*



## ANNEXE II.

## INTERPRÉTATION

1. Les espèces migratrices figurant à la présente Annexe sont indiquées:

a) par le nom de l'espèce ou de la sous-espèce; ou

b) par l'ensemble des espèces migratrices appartenant à un taxon supérieur ou à une partie désignée dudit taxon.

Sauf indication contraire, lorsqu'il est fait référence à un taxon supérieur à l'espèce, il est entendu que toutes les espèces migratrices appartenant audit taxon sont susceptibles de bénéficier de manière significative de la conclusion d'ACCORDS;

2. L'abréviation « spp. » suivant le nom d'une famille ou d'un genre sert à désigner toutes les espèces migratrices appartenant à cette famille ou à ce genre.

3. Les autres références à des taxons supérieurs à l'espèce sont données uniquement à titre d'information ou à des fins de classification.

4. L'abréviation « (s.l.) » sert à indiquer que le nom scientifique est utilisé dans son sens large.

5. Le signe (+) suivi d'un nombre placé après le nom d'une espèce ou d'un taxon supérieur signifie que seules des populations géographiquement isolées dudit taxon sont inscrites à la présente Annexe, comme suit:

+ 201 Populations asiatiques.

6. Un astérisque (\*) placé après le nom d'une espèce ou d'un taxon supérieur indique que ladite espèce ou une population géographiquement isolée de ladite espèce ou une ou plusieurs espèces comprises dans ledit taxon supérieur sont inscrites à l'Annexe I.

## MAMMALIA

## Cetacea

Monodontidae

*Delphinapterus leucas*

## Proboscidae

Elephantidae

*Loxodonta africana*

## Sirenia

Dugongidae *Dugong dugon*

## Pinnipedia

Phocidae *Monachus monachus* \*

## Artiodactyla

Camelidae *Lama vicugna* \*

Bovidae *Oryx dammah*  
*Gazella gazella* + 201

## AVES

## Pelecaniformes

Pelecanidae *Pelecanus crispus*

## Ciconiiformes

Ciconiidae *Ciconia ciconia*  
*Ciconia nigra*

Threskiornithidae *Platalea leucorodia*

Phoenicopteridae *spp.*

## Anseriformes

Anatidae *spp.* \*

## Falconiformes

Cathartidae *spp.*

Pandionidae *Pandion haliaetus*

Accipitridae *spp.* \*

Falconidae *spp.*

## Galliformes

Phasianidae *Coturnix coturnix coturnix*

## Gruiformes

Gruidae *Grus spp.* \*

*Anthropoides virgo*

Otididae *Chlamydotis undulata* \* + 201

## Charadriiformes

Charadriidae	spp.
Scolopacidae	spp. *
Recurvirostridae	spp.
Phalaropodidae	spp.

## Passeriformes

Muscicapidae (s. l.)	spp.
----------------------	------

## REPTILIA

## Testudines

Cheloniidae	spp. *
Dermochelidae	spp. *
Pelomedusidae	<i>Podocnemis expansa</i> *

## Crocodylia

Crocodylidae	<i>Crocodylus porosus</i>
--------------	---------------------------

## PISCES

## Acipenseriformes

Acipenseridae	<i>Acipenser fulvescens</i>
---------------	-----------------------------

## INSECTA

## Lepidoptera

Danaidae	<i>Danaus plexippus</i>
----------	-------------------------

**TRADUZIONE NON UFFICIALE**

N.B. — *I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella Convenzione, fra cui il testo in lingua francese qui sopra riportato.*

**CONVENZIONE****relativa alla conservazione delle specie migratrici appartenenti alla fauna selvatica****LE PARTI CONTRAENTI**

Nel riconoscere che la fauna selvatica, nelle sue innumerevoli forme, costituisce un elemento insostituibile dei sistemi naturali della terra, che deve essere conservato per il bene della umanità;

Consapevoli del fatto che ogni generazione detiene le risorse della terra per le future generazioni, ed ha il dovere di fare sì che tale eredità sia preservata e che, allorché se ne fa uso, tale uso avvenga con prudenza;

Consapevoli del valore crescente che assume la fauna selvatica dal punto di vista ambientale, ecologico, genetico, scientifico, ricreativo, culturale, educativo, sociale ed economico;

Preoccupati in particolare delle specie selvatiche animali che nel corso delle loro migrazioni oltrepassano i confini di giurisdizione nazionale o i cui spostamenti avvengono al di là di tali confini;

Riconosciuto che gli Stati sono e devono essere i protettori delle specie migratrici selvatiche che vivono all'interno dei confini di loro giurisdizione nazionale o che li oltrepassano;

Convinti che la conservazione e la gestione efficaci delle specie migratrici appartenenti alla fauna selvatica richiedono una azione concreta da parte di tutti gli Stati entro i confini di loro giurisdizione nazionale nei quali tali specie si soffermano in un qualsiasi momento del loro ciclo biologico;

Richiamando la Raccomandazione 32 del Piano di azione adottato dalla Conferenza delle Nazioni Unite sull'ambiente (Stoccolma '72), di cui ha preso nota con soddisfazione la ventisettesima sessione dell'Assemblea generale delle Nazioni Unite.

HANNO CONVENUTO QUANTO SEGUE:

**ARTICOLO PRIMO.**

*(Interpretazione).*

1. Ai fini della presente Convenzione:

a) per « specie migratrice » s'intende l'insieme della popolazione oppure ogni parte, anche se geograficamente separata, della

popolazione di ogni specie o sottospecie di animali selvatici, di cui una parte importante abbandoni periodicamente o in modo prevedibile uno o più confini di giurisdizione nazionale;

b) per « Stato di conservazione di una specie migratrice » si intende l'insieme degli effetti che, agendo su tale specie migratrice, possono riflettersi, a lungo termine, sulla sua distribuzione e sulla sua consistenza numerica;

c) « lo Stato di conservazione » sarà considerato come « favorevole » allorché:

1) i dati relativi alla dinamica delle popolazioni della specie migratrice in questione indichino che tale specie continua e continuerà a costituire, a lungo termine, un elemento vitale degli ecosistemi cui appartengono;

2) l'estensione dell'area di distribuzione di tale specie migratrice non si riduca né rischi di ridursi a lungo termine;

3) esista, e continuerà ad esistere in un futuro prevedibile, un *habitat* adeguato al mantenimento a lungo termine della popolazione di tale specie migratrice;

4) la distribuzione e gli effettivi della popolazione di tale specie migratrice siano vicini alle loro dimensioni e livelli storici, nella misura in cui esistano ecosistemi confacenti alla suddetta specie e nella misura in cui ciò è compatibile con una saggia gestione della fauna selvatica e del suo *habitat*;

d) « lo stato di conservazione » sarà considerato come « sfavorevole » allorché una qualsiasi delle condizioni enunciate al sottoparagrafo c) di cui sopra non risulti soddisfatta;

e) per una determinata specie migratrice la parola « minacciata » sta a significare che tale specie è in pericolo di estinzione, in tutta o in una parte notevole della propria area di distribuzione;

f) per « area di distribuzione » s'intende l'insieme delle superfici terrestri o acquatiche abitate, frequentate in via temporanea, attraversate o sorvolate da una specie in un qualsiasi momento del suo itinerario migratorio abituale;

g) per « *habitat* » s'intende ogni zona all'interno dell'area di distribuzione di una specie migratrice che offra le condizioni di vita necessarie alla specie in questione;

h) per « Stato dell'area di distribuzione » di una determinata specie migratrice s'intende ogni Stato e, se del caso, ogni altra Parte prevista nel sottoparagrafo k) qui di seguito, che eserciti la propria giurisdizione su di una qualsiasi parte dell'area di distribuzione di tale specie migratrice, o ancora, uno Stato, le cui navi, battenti bandiera nazionale, stiano procedendo a prelievi su tale specie al di fuori dei limiti della propria giurisdizione nazionale;

i) per « effettuare un prelievo » s'intende prelevare, cacciare, pescare, catturare, braccare, uccidere deliberatamente o tentare di intraprendere una qualsiasi delle azioni su citate;

j) per « Accordo » s'intende un accordo internazionale che riguardi la conservazione di una o più specie migratrici, ai sensi degli articoli IV e V della presente Convenzione;

k) per « Parte » s'intende uno Stato, oppure ogni organizzazione d'integrazione economica regionale costituita da Stati sovrani aventi la competenza di negoziare, concludere ed applicare accordi internazionali nell'ambito delle materie contenute nella presente Convenzione, e per le quali la presente Convenzione ha vigore.

2. Trattandosi di questioni di loro competenza, le organizzazioni economiche regionali, in quanto Parti della presente Convenzione e a proprio titolo, esercitano i diritti e assolvono alle responsabilità che la presente Convenzione conferisce ai loro Stati membri. Analogamente gli Stati membri non sono abilitati ad esercitare questi diritti separatamente.

3. Laddove la presente Convenzione prevede che una decisione venga presa a maggioranza dei due terzi o all'unanimità delle « Parti presenti e votanti », ciò significa che « le Parti presenti si sono espresse con un voto affermativo o negativo ». Per determinare la maggioranza, nel conteggio dei suffragi espressi dalle « Parti presenti e votanti » non viene tenuto conto delle astensioni.

## ARTICOLO II.

### (Principi fondamentali).

1. Le parti riconoscono l'importanza che riveste la questione della conservazione delle specie migratrici e l'importanza del fatto che gli Stati dell'area di distribuzione si accordino, laddove possibile ed opportuno, circa l'azione da intraprendere a questo fine; esse accordano una particolare attenzione alle specie migratrici che si trovano in stato di conservazione sfavorevole e prendono, singolarmente o in cooperazione, le misure necessarie per la conservazione delle specie e del loro *habitat*.

2. Le Parti riconoscono la necessità di adottare misure per evitare che una specie migratrice possa divenire una specie minacciata.

3. In particolare le Parti:

a) dovrebbero promuovere lavori di ricerca relativi alle specie migratrici, cooperare a tali lavori o fornire il proprio appoggio;

b) si sforzano di accordare una protezione immediata alle specie migratrici elencate nell'Allegato I;

c) si sforzano di concludere « Accordi » sulla conservazione e la gestione delle specie migratrici elencate nell'Allegato II.

## ARTICOLO III.

(Specie migratrici minacciate: Allegato I).

1. L'allegato I elenca le specie migratrici minacciate.
2. Una specie migratrice può figurare nell'Allegato I a condizione che sia stato stabilito, sulla base di dati probanti tratti dai migliori dati scientifici disponibili, che tale specie risulta minacciata.
3. Una specie migratrice può essere cancellata dall'Allegato I allorché la Conferenza delle Parti abbia constatato che:
  - a) dati probanti, tratti dai migliori dati scientifici disponibili, indicano che la specie in questione non è più minacciata;
  - b) che detta specie, non rischia d'essere nuovamente minacciata a seguito della eliminazione della specie stessa dall'Allegato I e dalla conseguente relativa mancanza di protezione.
4. Le Parti che sono Stati dell'area di distribuzione di una specie migratrice elencata nell'Allegato I si adoperano:
  - a) per conservare e, quando ciò sia possibile ed opportuno, per restaurare quegli *habitat* della specie in questione che siano importanti per allontanare da detta specie il pericolo di estinzione che la minaccia;
  - b) per prevenire, eliminare, compensare o minimizzare, quando ciò sia possibile ed opportuno, gli effetti negativi delle attività o degli ostacoli che costituiscono un serio impedimento alla migrazione della specie in questione o che rendono tale migrazione impossibile;
  - c) laddove ciò è possibile ed appropriato, a prevenire, ridurre o a tenere sotto controllo i fattori che minacciano o rischiano di minacciare ulteriormente detta specie, esercitando in particolare un rigido controllo sull'introduzione di specie esotiche oppure sorvegliando, limitando o eliminando quelle che sono state già introdotte.
5. Le Parti che sono Stati dell'area di distribuzione di una specie migratrice elencata nell'Allegato I vietano il prelievo di animali appartenenti a questa specie. Deroche a tale divieto possono essere accordate solo nel caso che:
  - a) il prelievo sia effettuato per scopi scientifici;
  - b) il prelievo sia effettuato al fine di migliorare la propagazione o la sopravvivenza della specie in questione;
  - c) il prelievo sia effettuato al fine di soddisfare i fabbisogni di coloro che utilizzano detta specie nel quadro di una economia tradizionale di sussistenza;

d) circostanze eccezionali le rendano indispensabili;  
tali deroghe devono essere precise circa il loro contenuto e limitate sia nello spazio che nel tempo. D'altra parte, tali prelievi non dovrebbero operare a detrimento di detta specie.

6. La Conferenza delle Parti può raccomandare alle Parti, costituite da Stati dell'area di distribuzione di una specie migratrice raffigurata nell'Allegato I, di adottare ogni altra misura giudicata atta a favorire detta specie.

7. Le Parti informano il Segretariato nel più breve tempo possibile in merito a qualsiasi deroga che sia stata accordata ai sensi del paragrafo 5 del presente articolo.

#### ARTICOLO IV.

*(Specie migratrici che devono formare l'oggetto di accordi: Allegato II).*

1. L'Allegato II enumera le specie migratrici che si trovano in cattivo stato di conservazione e che richiedono la conclusione di accordi internazionali per la loro conservazione e gestione, nonché quelle il cui stato di conservazione trarrebbe grande vantaggio dalla cooperazione internazionale derivante dalla stipula di un accordo internazionale.

2. Allorché le circostanze lo giustificano, una specie migratrice può apparire contemporaneamente sia nell'Allegato I che nell'Allegato II.

3. Le Parti costituite da Stati dell'area di distribuzione delle specie migratrici elencate nell'Allegato II si impegnano a concludere Accordi ogniqualvolta gli accordi stessi siano utili a queste specie; le Parti dovrebbero dare priorità alle specie che si trovano in condizioni di conservazione sfavorevoli.

4. Le Parti sono invitate ad adottare misure in vista della conclusione degli Accordi relativi a qualsiasi popolazione o qualsiasi parte geograficamente separata della popolazione di ogni specie o sotto-specie di animali selvatici, una frazione della quale oltrepassi periodicamente uno o più confini di giurisdizione nazionale.

5. Copia di ciascun Accordo concluso in conformità con le disposizioni predisposte dal presente Articolo sarà trasmessa al Segretariato.

#### ARTICOLO V.

*(Linee direttrici relative alla conclusione degli Accordi).*

1. Oggetto di ogni Accordo sarà quello di assicurare la ricostituzione o il mantenimento della specie migratrice interessata in uno stato di conservazione favorevole.



Ogni Accordo dovrebbe occuparsi di quegli aspetti della conservazione e gestione della specie migratrice in questione che permettano il perseguimento di tale obiettivo.

2. Ogni Accordo dovrebbe coprire l'insieme dell'area di distribuzione della specie interessata e dovrebbe essere aperto altresì all'adesione di tutti gli Stati dell'area di distribuzione della specie stessa, siano essi Parti contraenti della Convenzione o meno.

3. Un Accordo dovrebbe, ogni qualvolta ciò sia possibile, interessare più di una specie migratrice.

4. Ogni Accordo dovrebbe:

- a) identificare la specie migratrice che ne forma oggetto;
- b) descrivere l'area di distribuzione e l'itinerario di migrazione della detta specie migratrice;
- c) prevedere che ciascuna Parte designi l'autorità nazionale incaricata della messa in opera dell'Accordo;
- d) stabilire, se necessario, i meccanismi istituzionali appropriati per facilitare la messa in opera dell'Accordo, sorvegliarne la efficacia, nonché preparare rapporti per la Conferenza delle Parti;
- e) prevedere procedure per la composizione delle controversie che possono sorgere fra le Parti contraenti del detto Accordo;
- f) interdire, come misura minima, per quanto riguarda le specie migratrici appartenenti all'ordine dei cetacei, qualsiasi prelievo che non sia stato autorizzato nei confronti della detta specie migratrice, secondo i termini prestabiliti da qualsiasi altro accordo multilaterale, e prevedere altresì che gli Stati che non fanno parte dell'area di distribuzione della detta specie migratrice possano aderire al detto Accordo.

5. Qualsiasi Accordo, laddove ciò si palesi opportuno e possibile, dovrebbe altresì ed in particolare prevedere:

- a) esami periodici circa lo stato di conservazione della specie migratrice interessata, nonché l'identificazione dei fattori in grado di nuocere a tale stato di conservazione;
- b) piani coordinati di conservazione e gestione;
- c) lavori di ricerca sull'ecologia e la dinamica delle popolazioni della specie migratrice in questione, accordando particolare attenzione alle migrazioni di questa specie;
- d) scambi ed informazioni sulla specie migratrice interessata, in particolare notizie relative ai risultati conseguiti dalla ricerca scientifica, nonché scambi di statistiche pertinenti relative alla specie stessa;
- e) conservazione e, laddove necessario e possibile, ripristino degli *habitat* che sono importanti ai fini del mantenimento di con-

dizioni favorevoli di conservazione, nonché protezione degli *habitat* stessi nei confronti dei diversi fattori che potrebbero arrecare danno, ivi compreso il controllo rigoroso della introduzione di specie esotiche nocive alla specie migratrice interessata ed il controllo di quelle specie che vi sono state già immesse;

f) mantenimento di una rete di *habitat* appropriati alla specie migratrice interessata, distribuita in maniera adeguata lungo gli itinerari migratori;

g) laddove auspicabile, la messa a disposizione di nuovi *habitat* favorevoli per la specie migratrice interessata o ancora, la reintroduzione di detta specie negli *habitat* stessi;

h) nei limiti del possibile, eliminazione delle attività e degli ostacoli che disturbano o impediscono la migrazione, oppure, in mancanza di ciò, l'adozione di misure che compensino l'effetto di tali attività ed ostacoli;

i) la prevenzione, la riduzione o il controllo degli scarichi contenenti sostanze nocive alla specie migratrice in questione nello *habitat* della specie migratrice stessa;

j) misure, basate su principi ecologici ben fondati, miranti ad esercitare un'azione di controllo e gestione dei prelievi effettuati sulla specie migratrice interessata;

k) attuazione di procedure per coordinare le azioni intese a reprimere ogni prelievo illecito;

l) scambio di informazioni sulle gravi minacce che incombono sulla specie migratrice in questione;

m) procedure di urgenza che permettano di rafforzare in modo rapido e notevole le misure di conservazione nel caso in cui lo stato di conservazione della specie migratrice interessata dovesse essere gravemente colpita;

n) misure intese a far conoscere al pubblico il contenuto e gli obiettivi dell'Accordo.

#### ARTICOLO VI.

(*Stati dell'area di distribuzione*).

1. Il Segretariato, utilizzando le informazioni che gli pervengono dalle Parti, tiene continuamente aggiornato un elenco degli Stati dell'area di distribuzione delle specie migratrici elencate negli Allegati I e II.

2. Le Parti informano il Segretariato in merito alle specie elencate negli Allegati I e II nei cui confronti esse si ritengono Stati dell'area di distribuzione; a questo fine le Parti forniscono, fra l'altro, informazioni sulle navi battenti bandiera nazionale che, al

di fuori dei limiti di giurisdizione nazionale, si dedicano alla cattura delle specie migratrici interessate e, nei limiti del possibile, circa i loro progetti relativi alle catture stesse.

3. Le Parti che sono Stati dell'area di distribuzione di specie migratrici elencate nell'Allegato I o nell'Allegato II dovrebbero informare la Conferenza delle Parti, tramite il Segretariato ed almeno sei mesi prima di ciascuna sessione ordinaria della Conferenza, in merito alle misure che esse adottano, per applicare le disposizioni della presente Convenzione, nei confronti delle suddette specie.

#### ARTICOLO VII.

##### *(La Conferenza delle Parti).*

1. La Conferenza delle Parti costituisce l'organo decisionale della presente Convenzione.

2. Il Segretariato convoca una sessione della Conferenza delle Parti non oltre due anni dall'entrata in vigore della presente Convenzione.

3. In seguito, il Segretariato convoca, al più tardi con tre anni di intervallo, una sessione ordinaria della Conferenza delle Parti, a meno che la Conferenza non decida diversamente, e può convocare altresì, in ogni altro momento, sessioni straordinarie della Conferenza allorché almeno un terzo delle Parti ne fanno richiesta scritta.

4. La Conferenza delle Parti stabilisce il regolamento finanziario della presente Convenzione, e lo sottopone ad un regolare esame. La Conferenza delle Parti adotta il bilancio per l'esercizio seguente nel corso di ciascuna sessione ordinaria. Ognuna delle Parti contribuisce a tale bilancio in base ad una quota che sarà stabilita dalla Conferenza. Il regolamento finanziario, ivi comprese le disposizioni relative al bilancio ed alla quota dei contributi come pure le relative modifiche, vengono adottate all'unanimità dalle Parti presenti e votanti.

5. Nel corso di ciascuna sessione, la Conferenza delle Parti procede ad un esame dell'applicazione della presente Convenzione e può, in particolare:

a) rivedere e valutare lo stato di conservazione delle specie migratrici;

b) rivedere i progressi conseguiti in materia di conservazione delle specie migratrici e, in particolare, di quelle che sono iscritte negli Allegati I e II;

c) adottare qualsiasi disposizione e fornire tutte le direttive necessarie sia al Consiglio scientifico che al Segretariato perché possano svolgere le loro funzioni;

d) ricevere ed esaminare tutti i rapporti presentati dal Consiglio scientifico, dal Segretariato, da qualsiasi Parte o organo costituito in base ai termini di un Accordo;

e) fare raccomandazioni alle Parti al fine di migliorare lo stato di conservazione delle specie migratrici, e procedere ad un esame dei progressi conseguiti in applicazione degli Accordi;

f) nel caso in cui un Accordo non sia stato concluso, raccomandare, di tanto in tanto, la convocazione di riunioni delle Parti che sono Stati dell'area di distribuzione di una specie migratrice, per discutere misure destinate a migliorare lo stato di conservazione di tali specie;

g) fare raccomandazioni alle Parti al fine di migliorare la efficacia della presente Convenzione;

h) decidere ogni misura supplementare necessaria alla realizzazione degli obiettivi della presente Convenzione.

6. La Conferenza delle Parti, in ciascuna delle sue sessioni, dovrebbe fissare la data ed il luogo della sua prossima sessione.

7. Ogni sessione della Conferenza stabilisce ed adotta un regolamento interno per questa stessa sessione. Le decisioni della Conferenza delle Parti vengono prese a maggioranza dei due terzi delle Parti presenti e votanti, a meno che la presente Convenzione non disponga diversamente.

8. L'Organizzazione delle Nazioni Unite, le sue istituzioni specializzate, l'Agenzia internazionale per l'Energia Atomica, come pure ogni altro Stato non facente parte della presente Convenzione e, per ogni Accordo, l'organo designato dalle Parti al detto Accordo, possono essere rappresentati alle sessioni della Conferenza delle Parti da osservatori.

9. Ogni organizzazione o ogni istituzione tecnicamente qualificata nell'ambito della protezione, conservazione o gestione delle specie migratrici e appartenente alle categorie sottoindicate che abbia informato il Segretariato della propria intenzione di farsi rappresentare alle sessioni della Conferenza delle Parti da propri osservatori, è autorizzata a farlo a meno che un terzo delle Parti presenti non vi si opponga:

a) le organizzazioni o istituzioni internazionali governative e non governative, le organizzazioni o istituzioni nazionali governative;

b) le organizzazioni o istituzioni nazionali non governative che sono state accettate a tale scopo dallo Stato nel quale hanno sede.

Una volta ammessi, gli osservatori hanno il diritto di partecipare alla sessione senza diritto di voto.

## ARTICOLO VIII.

*(Il Consiglio scientifico).*

1. La Conferenza delle Parti, in occasione della sua prima sessione, istituisce un Consiglio scientifico avente l'incarico di esprimere il proprio parere su questioni scientifiche.

2. Ogni Parte può nominare un esperto qualificato come membro del Consiglio scientifico. Il Consiglio scientifico comprende, inoltre, esperti qualificati, scelti e nominati dalla Conferenza con la qualità di membri; il numero di tali esperti, i criteri da applicarsi nella loro scelta e la durata del loro mandato sono stabiliti dalla Conferenza delle Parti.

3. Il Consiglio scientifico si riunisce su invito del Segretariato ogniqualvolta richiesto dalla Conferenza delle Parti.

4. Con riserva di approvazione da parte della Conferenza delle Parti, il Consiglio scientifico stabilisce il proprio regolamento interno.

5. La Conferenza delle Parti decide in merito alle funzioni del Consiglio scientifico, e che possono essere in particolare le seguenti:

a) dare pareri scientifici alla Conferenza delle Parti, al Segretariato, e, previa approvazione da parte della Conferenza delle Parti, a qualsiasi organo istituito secondo i termini della presente Convenzione o i termini di un Accordo, anche ad ogni singola Parte;

b) raccomandare lavori di ricerca come pure il coordinamento dei lavori di ricerca sulle specie migratrici; valutare i risultati dei detti lavori di ricerca al fine di accertarsi circa lo stato di conservazione delle specie migratrici, riferire alla Conferenza delle Parti in merito al suddetto stato di conservazione, nonché sulle misure che permetteranno di migliorarlo;

c) fare raccomandazioni alla Conferenza delle Parti sulle specie migratrici da iscrivere negli Allegati I e II, nonché informare la Conferenza stessa in merito all'area di distribuzione di queste specie;

d) fare raccomandazioni alla Conferenza delle Parti concernenti misure particolari di conservazione e gestione da includersi negli Accordi relativi alle specie migratrici;

e) raccomandare alla Conferenza delle Parti misure atte a risolvere i problemi connessi agli aspetti scientifici della messa in opera della presente Convenzione, in particolare quelli riguardanti gli *habitat* delle specie migratrici.

## ARTICOLO IX.

*(Il Segretariato).*

1. Un Segretariato è istituito ai fini della presente Convenzione.
2. A partire dall'entrata in vigore della presente Convenzione, il Direttore esecutivo del Programma delle Nazioni Unite per l'ambiente assicura il Segretariato. Nella misura e nel modo che riterrà opportuni, egli potrà avvalersi del concorso di organizzazioni ed istituzioni internazionali o nazionali appropriate, governative e non governative, che siano tecnicamente competenti nel campo della protezione, conservazione e gestione della fauna selvatica.
3. Nel caso in cui il Programma delle Nazioni Unite per l'ambiente non sia più in grado di provvedere al Segretariato, la Conferenza delle Parti adotterà le disposizioni necessarie per provvedervi altrimenti.
4. Le funzioni del Segretariato sono le seguenti:
  - a) i) prendere le disposizioni necessarie per l'organizzazione delle sessioni della Conferenza delle Parti e fornire i servizi necessari allo svolgimento delle sessioni stesse;
  - ii) prendere le disposizioni necessarie per la organizzazione delle sessioni del Consiglio scientifico e fornire i servizi necessari allo svolgimento delle sessioni stesse;
  - b) mantenere rapporti con le Parti, con gli organismi che saranno stati istituiti in base ai termini degli Accordi, e le altre organizzazioni internazionali che si occupano delle specie migratrici, e favorire i rapporti fra le Parti e fra queste e gli stessi organismi ed organizzazioni;
  - c) ottenere da qualsiasi fonte appropriata rapporti ed altre informazioni che favoriscano gli obiettivi e l'applicazione della presente Convenzione e adottare le disposizioni necessarie per assicurarne una adeguata diffusione;
  - d) attirare l'attenzione della Conferenza delle Parti su ogni questione che riguardi gli obiettivi della presente Convenzione;
  - e) predisporre per la Conferenza delle Parti rapporti su argomenti che rientrano negli obiettivi della presente Convenzione;
  - f) tenere e pubblicare l'elenco degli Stati dell'area di distribuzione di tutte le specie migratrici iscritte negli Allegati I e II;
  - g) promuovere la conclusione di Accordi sotto la guida della Conferenza delle Parti;
  - h) tenere e mettere a disposizione delle Parti un elenco degli Accordi e, su richiesta della Conferenza delle Parti, fornire qualsiasi informazione relativa agli Accordi stessi;

i) tenere e pubblicare una lista delle raccomandazioni fatte dalla Conferenza delle Parti in applicazione dei sottoparagrafi e), f) e g) del paragrafo 5 dell'articolo VII, come pure delle decisioni prese in applicazione del sottoparagrafo h) dello stesso paragrafo 5;

j) fornire al pubblico informazioni relative alla presente Convenzione ed ai suoi obiettivi;

k) svolgere ogni altra funzione che gli venga attribuita in base a quanto previsto dalla presente Convenzione o dalla Conferenza delle Parti.

#### ARTICOLO X.

*(Emendamenti alla Convenzione).*

1. La presente Convenzione può essere emendata in qualsiasi sessione, ordinaria o straordinaria, della Conferenza delle Parti.

2. Qualsiasi Parte contraente può presentare una proposta di emendamento.

3. Il testo di qualsiasi proposta d'emendamento, corredato da una esposizione delle relative motivazioni, deve essere comunicato al Segretariato almeno centocinquanta giorni prima della sessione in cui verrà esaminato e nel più breve tempo possibile formerà l'oggetto di una comunicazione del Segretariato a tutte le Parti contraenti. Qualsiasi osservazione sul testo della proposta di emendamento proveniente dalle Parti contraenti deve essere comunicata al Segretariato almeno sessanta giorni prima dell'apertura della sessione. Alla scadenza di questo termine, il Segretariato comunicherà alle Parti tutte le osservazioni ricevute a quella data.

4. Gli emendamenti vengono adottati a maggioranza di due terzi delle Parti presenti e votanti.

5. Qualsiasi emendamento adottato entrerà in vigore per tutte le Parti che l'hanno approvato il primo giorno del terzo mese successivo alla data in cui due terzi delle Parti avranno depositato presso il Depositario lo strumento di approvazione. Per la Parte che avrà depositato uno strumento d'approvazione dopo la data in cui due terzi delle Parti avranno depositato uno strumento di approvazione, l'emendamento entrerà in vigore nei confronti di detta Parte il primo giorno del terzo mese successivo alla deposizione del suo strumento di approvazione.

#### ARTICOLO XI.

*(Emendamenti agli Allegati).*

1. Gli Allegati I e II possono essere emendati in qualsiasi sessione, ordinaria o straordinaria, della Conferenza delle Parti.

2. Qualsiasi Parte può presentare una proposta di emendamento.

3. Il testo di qualsiasi proposta di emendamento corredato da una esposizione circa le relative motivazioni e basato sui migliori dati scientifici disponibili, deve essere comunicato al Segretariato almeno centocinquanta giorni prima della sessione, e, nel più breve tempo possibile, formerà l'oggetto di una comunicazione del Segretariato a tutte le Parti contraenti. Qualsiasi osservazione relativa al testo della proposta di emendamento proveniente dalle Parti deve essere comunicata al Segretariato almeno sessanta giorni prima dell'apertura della sessione. Alla scadenza di tale termine, il Segretariato comunicherà alle Parti tutte le osservazioni ricevute a quella data.

4. Gli emendamenti vengono adottati a maggioranza di due terzi delle Parti presenti e votanti.

5. Un emendamento agli Allegati entrerà in vigore nei confronti di tutte le Parti contraenti, ad eccezione di quelle che avranno presentato una riserva conformemente a quanto previsto dal successivo paragrafo 6, ottanta giorni dopo la sessione della Conferenza delle Parti durante la quale è stato adottato.

6. Nel corso del termine di ottanta giorni previsto dal paragrafo 5 di cui sopra, qualsiasi Parte ha la facoltà, mediante notifica scritta al Depositario, di esporre una riserva sull'emendamento in questione. Una riserva ad un emendamento può essere ritirata mediante notifica scritta al Depositario; in tale caso l'emendamento entrerà in vigore nei confronti della detta Parte, novanta giorni dopo che la detta riserva sarà stata ritirata.

## ARTICOLO XII.

### *(Ripercussioni della Convenzione sulle convenzioni internazionali e le legislazioni).*

1. Nessuna delle disposizioni della presente Convenzione potrà essere in contrasto né con la codificazione e la elaborazione del diritto del mare della Conferenza delle Nazioni Unite sul diritto del mare convocata in applicazione della Risoluzione 2750 C(XXV) dell'Assemblea generale delle Nazioni Unite, né con le rivendicazioni e posizioni giuridiche, presenti o future di qualsiasi Stato, relative al diritto del mare, alla natura ed all'ambito della sua competenza rivierasca nonché della competenza che esso esercita sulle navi battenti bandiera nazionale.

2. Le disposizioni contenute nella presente Convenzione non riguardano in alcun modo i diritti e gli obblighi delle Parti derivanti da trattati, convenzioni o accordi già esistenti.



3. Le disposizioni della presente Convenzione non riguardano il diritto delle Parti di adottare misure interne più rigorose nei confronti della conservazione delle specie migratrici elencate negli Allegati I e II, come pure le misure interne adottate nei confronti della conservazione delle specie che non figurano negli Allegati I e II.

#### ARTICOLO XIII.

*(Composizione delle controversie).*

1. Qualsiasi controversia fra due o più Parti della presente Convenzione relativa all'interpretazione o all'applicazione delle disposizioni della presente Convenzione formerà oggetto di negoziati fra le Parti interessate.

2. Qualora tale controversia non possa essere composta secondo quanto previsto dal paragrafo 1 di cui sopra, le Parti potranno di comune accordo sottoporre la controversia all'arbitrato, e precisamente a quello della Corte permanente dell'Aja; le Parti che hanno sottoposto la controversia saranno vincolate dalla decisione arbitrale.

#### ARTICOLO XIV.

*(Riserve).*

1. Le disposizioni contenute nella presente Convenzione non possono formare oggetto di riserve generali. Non possono essere fatte riserve speciali che non siano in applicazione delle disposizioni del presente Articolo e di quelle contenute nell'Articolo XI.

2. Qualsiasi Stato o organizzazione d'integrazione economica regionale può al momento del deposito del proprio strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione, formulare una riserva speciale riguardo alla menzione sia nell'Allegato I che nell'Allegato II, e sia ancora negli Allegati I e II presi insieme, di una qualunque specie migratrice. Esso non sarà considerato come Parte riguardo all'oggetto della detta menzione fino alla scadenza del termine di novanta giorni a partire dalla data in cui il Depositario non avrà notificato alle Parti il ritiro di detta riserva.

#### ARTICOLO XV.

*(Firma).*

La presente Convenzione è aperta a Bonn alla firma di tutti gli Stati o di qualsiasi organizzazione d'integrazione economica regionale sino alla data del 22 giugno 1980.

## ARTICOLO XVI.

*(Ratifica, accettazione, approvazione).*

La presente Convenzione è sottoposta a ratifica, accettazione o approvazione.

Gli strumenti di ratifica, accettazione o approvazione saranno depositati presso il Governo della Repubblica federale di Germania che ne sarà il Depositario.

## ARTICOLO XVII.

*(Adesione).*

La presente Convenzione sarà aperta all'adesione di tutti gli Stati o organizzazioni d'integrazione economica regionale non firmatari a partire dalla data del 22 giugno 1980. Gli strumenti di adesione saranno depositati presso il Depositario.

## ARTICOLO XVIII.

*(Entrata in vigore).*

1. La presente Convenzione entrerà in vigore il primo giorno del terzo mese successivo alla data del deposito del quindicesimo strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione presso il Depositario.

2. Per qualsiasi Stato o organizzazione d'integrazione economica regionale che ratificherà o approverà la presente Convenzione o che vi avrà aderito dopo il deposito del quindicesimo strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione, la presente Convenzione entrerà in vigore il primo giorno del terzo mese successivo al deposito dello strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione da parte del detto Stato o della detta organizzazione.

## ARTICOLO XIX.

*(Denuncia).*

Ogni Parte può in qualunque momento denunciare la presente Convenzione mediante una notifica scritta indirizzata al Depositario. Tale denuncia avrà effetto dodici mesi dopo che la denuncia stessa sarà pervenuta al Depositario.

## ARTICOLO XX.

*(Depositario).*

1. Il testo originale della presente Convenzione steso nelle lingue tedesca, inglese, spagnola, francese e russa, la versione di ciascuna delle quali è egualmente autentica, sarà depositato presso il

Depositario che ne trasmetterà copia certificata conforme a tutti gli Stati ed a tutte le organizzazioni d'integrazione economica regionale che l'avranno firmata o che avranno depositato uno strumento di adesione.

2. Il Depositario, dopo essersi consultato con i Governi interessati, predisporrà le versioni ufficiali del testo della presente Convenzione nelle lingue araba e cinese.

3. Il Depositario informerà tutti gli Stati e tutte le organizzazioni d'integrazione economica regionale firmatari della presente Convenzione, tutti coloro che vi avranno aderito, nonché il Segretariato, in merito a qualsiasi firma, deposito di strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione, all'entrata in vigore della presente Convenzione, nonché di ogni emendamento che vi sarà stato apportato, di ogni riserva speciale e di ogni notifica di denuncia.

4. Al momento della sua entrata in vigore, una copia conforme certificata della presente Convenzione sarà trasmessa dal Depositario al Segretariato dell'Organizzazione delle Nazioni Unite perché venga registrata e pubblicata in conformità con quanto previsto dall'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite.

IN FEDE DI QUANTO SOPRA, i sottoscritti, debitamente autorizzati allo scopo, hanno firmato la presente Convenzione.

FATTO A Bonn, il 23 giugno 1979.

*(seguono le firme)*

## ALLEGATO I.

## INTERPRETAZIONE

1. Le specie migratrici elencate nel presente Allegato sono indicate:

- a) col nome della specie o della sottospecie; oppure
- b) con l'insieme delle specie migratrici appartenenti ad un taxa superiore o ad una parte determinata del detto taxa;

2. Gli altri riferimenti a taxa superiori alla specie vengono dati unicamente a titolo informativo o per fini di classificazione.

3. L'abbreviazione « (s.l.) » serve ad indicare che il nome scientifico viene utilizzato nel suo senso lato.

4. Il segno (—) seguito da un numero posto dopo il nome di un taxa sta ad indicare che tale taxa è escluso dalle popolazioni geograficamente isolate, come segue:

— 101 — Popolazioni peruviane.

5. Il segno (+) seguito da un numero posto dopo il nome di una specie significa che solo le popolazioni geograficamente isolate della detta specie sono state iscritte nel presente Allegato, come segue:

- + 201 popolazioni dell'Africa nord-occidentale;
- + 202 popolazioni africane;
- + 203 popolazioni del corso superiore del Rio delle Amazzoni.

6. Un asterisco (\*) posto dopo il nome di una specie sta ad indicare che tale specie o popolazione geograficamente isolata di questa specie o sottospecie superiore comprendente la detta specie è iscritta nell'Allegato II.

## ALLEGATO II.

## INTERPRETAZIONE

1. Le specie migratrici elencate nel presente Allegato sono indicate:

a) col nome della specie o sottospecie; oppure

b) con l'insieme delle specie migratrici appartenenti ad un taxa superiore o ad una parte determinata del detto taxa.

Salvo indicazione contraria, laddove si fa riferimento ad un taxa superiore alla specie, s'intende che tutte le specie migratrici appartenenti al detto taxa sono suscettibili di beneficiare in modo significativo della conclusione di Accordi.

2. L'abbreviazione « spp. » che segue il nome d'una famiglia o di un genere serve ad indicare tutte le specie migratrici appartenenti a questa famiglia o a questo genere.

3. Gli altri riferimenti a taxa superiori alla specie vengono forniti unicamente a titolo informativo o per fini di classificazione.

4. L'abbreviazione (s.l.) serve ad indicare che il nome scientifico viene utilizzato nel suo senso lato.

5. Il segno (+) seguito da un numero posto dopo il nome di una specie o di un taxa superiore significa che solo le popolazioni geograficamente isolate del detto taxa sono state iscritte nel presente Allegato, come segue:

+ 201 Popolazioni asiatiche.

6. Un asterisco (\*) posto dopo il nome di una specie o di un taxa superiore indica che la detta specie o una popolazione geograficamente isolata della stessa specie oppure una o più specie comprese nella detta sottospecie superiore sono state iscritte nell'Allegato I.